Burundi : appel à une journée de grève contre la vie chère mardi prochain

@rib News, 23/03/2012 â€“ Source XinhuaDeux confÃ©dÃ©rations de travailleurs, trois collectifs et onze associations de la sociÃ©tÃ© civile ont appelÃ© vendredi la population burundaise Ã observer une journÃ©e d'arrÃªt de travail mardi prochain pou protester contre la vie chÃ¨re.Â«Â Les confÃ©dÃ©rations COSYBU et CSB invitent tous les travailleurs de tous les secteurs d'activitÃ©s Ã observer une journÃ©e de grÃ¨ve pacifique en restant dans leurs foyers pour ce mardi le 27 mars 2012. Le mobile de cet arrÃªt de travail restent la chertÃ© de la vie que subit la population burundaiseÂ Â», a indiquÃ© Tharcisse Gahungu, le prÃ©sident de la principale organisation syndicale COSYBU au cours d'un point de presse.
Le mÃªme appel a Ã©tÃ© lancÃ© aux employeurs qui verraient que la vie est chÃ¨re au Burundi.Â«Â Nous demandons Ã©galement aux employeurs publics et privÃ©s qui sentent le poids de la chertÃ© de la vie ainsi que la hausse des prix des produits de la REGIDESO (eau et Ã©lectricitÃ©, NDLR) dâ€™observer cette journÃ©e d'arrÃªt de travailÂ Â», a ajoutÃ© Tharcis Gahungu.Ces confÃ©dÃ©rations, ces collectifs et ces organisations de la sociÃ©tÃ© civile disent tout de mÃªme qu'ils restent ouverts au dialogue avec les autoritÃ©s burundaises.Â«Â Nous sommes ouverts au dialogue et nous avons demandÃ© Ã l' autoritÃ© de mettre en place un cadre de dialogue chargÃ© d'Ã©tudier les questions relatives Ã la chertÃ© de la vieÂ Â», a con le prÃ©sident de la COSYBU.Ce cadre de dialogue est l'une des trois revendications des travailleurs, les deux autres Ã©tant le gel des hausses de prix de l'eau et de l'Ã©lectricitÃ© en attendant qu'il y ait un audit financier et organisationnel de la REGIDESO et le retour Ã l'Ã©tude du projet de loi portant institution de l'ImpÃ´t Professionnel sur les RÃ©munÃ©rations (IPR) de certains cadres politiques.Pour ce qui est de ces deux revendications, depuis le 1er fÃ©vrier 2012 (date de la derniÃ¨re hausse des prix), la REGIDESO, une sociÃ©tÃ© paraÃ©tatique, fait payer au citoyen de la catÃ©gorie des mÃ©nages 4,67 fois prix de l'eau et 3,66 fois celui de l' Ã©lectricitÃ© qu'il payait avant le 1er septembre 2011.Quant au paiement de l'IPR, celui-ci est payÃ© par tout travailleur qui reÃ§oit son salaire mensuel Ã partir de 40.000 Fbu (environ 29 dollars) alors que certains cadres politiques qui perÃ§oivent jusqu'Ã 70 fois de plus ne paient rien. Il en est de mÃªme pour les fonctionnaires burundais Å“uvrant dans les organisations internationales au Burundi ou Ã l'Ã©tranger.L'appel Ã cet arrÃªt de travail intervient aprÃ¨s trois tentatives du DeuxiÃ¨me vice-prÃ©sident de la RÃ©publique Gervais Rufyikiri de convaincre ces organisations et syndicats que cette voie n'est pas la meilleure Ã trouver la solution au problÃ¨me de chertÃ© de la vie au Burundi.